

Stop à l'austérité

Les retraité(e)s pas plus que les actifs ne doivent faire les frais de la crise financière

La loi des spéculateurs c'est la loi de la jungle

Depuis plus de vingt ans, les gouvernements successifs ont déréglé à tour de bras, laissant les mains libres aux marchés financiers. Les deux dernières conférences de presse du Premier ministre n'ont pas dérogé à la règle.

Les agences de notation font la loi. Les spéculateurs ont toujours la main et poursuivent sans relâche leur objectif: gagner le plus d'argent possible, le plus rapidement possible, sur le dos des États qui, obtempérant aux diktats des marchés, multiplient les plans d'austérité.

Résultat: diminution des services publics, restriction des droits sociaux, pression sur les salaires, flexibilité et précarité accrues, telle est la rançon payée à la spéculation.

Les retraités ne sont pas épargnés, bien au contraire

Ceux qui nous gouvernent n'ont qu'un mot à la bouche: «la revalorisation des pensions et retraites permet de préserver le pouvoir d'achat des retraité(e)s».

La preuve, nous disent-ils, «l'indice des prix à la consommation aurait augmenté de 1,7% en glissement sur l'année 2010 et les pensions ont été revalorisées de 2,1% au 1^{er} avril 2011», (1,8% prévision d'inflation 2011 + 0,3% rattrapage

2010, alors qu'ils nous doivent 0,6%).

Mais ils oublient de préciser que sur les huit premiers mois de l'année 2011 l'inflation s'élève déjà à 1,6%...

Revalorisation immédiate des pensions et retraites

Les «dépendances contraintes» pèsent de plus en plus sur le pouvoir d'achat des retraités

Et puis, nos gouvernants oublient dans leurs calculs de prendre en compte les «dépendances contraintes»: loyers +4%, énergie fuel +26,5%, gaz +13,8%, électricité +3%, fourniture de l'eau +2,2%, produits frais +9,4%, fruits +6%, légumes +3%, protection sociale +2,4%, assurances...

Or, ces dépenses contraintes pèsent de plus en plus sur le budget des plus faibles: selon l'INSEE, pour les 20% des personnes aux revenus les plus faibles (parmi lesquelles de nombreux retraités), la part des dépenses contraintes est passée de 50% du total des dépenses au début des années 2000 à plus de 75% aujourd'hui...

FO
la force syndicale
www.force-ouvriere.fr

Pensions et salaires: l'écart se creuse

Depuis 2003, l'écart se creuse entre les salaires et les pensions.

Des milliers de retraités partis avec une pension égale ou légèrement supérieure au SMIC se retrouvent aujourd'hui sous le seuil du salaire minimum.

UCR

Avec L'Union Confédérale des Retraités disons **Stop à l'austérité**

Les dernières mesures gouvernementales pour réduire les déficits: fragiliser les plus exposés

Refusant les termes de rigueur ou d'austérité –campagne électorale oblige–, le gouvernement a fait passer au Parlement son «plan antidéficit» pour 2011. Parmi les mesures adoptées: l'envolée programmée des tarifs de la couverture complémentaire santé individuelle avec le doublement de la taxe sur les «contrats solidaires et responsables», qui passe de 3,5% à 7%, et qui sera *ipso facto* répercuté sur les tarifs des mutuelles.

Résultat: nombre de retraités ne pourront plus faire face à ces coûts supplémentaires et, de ce fait, se trouveront contraints de renoncer à leur mutuelle ou de souscrire de moindres garanties.

Quant aux autres dispositions, comme le projet d'augmentation de la CSG, dont l'assiette pourrait être élargie de 97% à 98% de l'ensemble des revenus, elles vont mettre à mal encore un peu plus le pouvoir d'achat des retraités. C'est dans la lignée de la proposition de financement de la dépendance par l'alignement du taux de la CSG sur les retraites sur celui des actifs.

**Ensemble,
actifs,
chômeurs et
retraités,
construisons
le vrai rapport
de force**

FO
la force syndicale
www.force-ouvriere.fr

Stop à la dégradation du niveau des retraites, des pensions et des pensions de réversion

Pour l'UCR-FO, il est urgent de stopper la dégradation du niveau des retraites, des pensions et des pensions de réversion que les retraités subissent depuis plusieurs décennies. Aujourd'hui, la retraite n'est plus une protection contre la pauvreté. Un retraité sur dix vit sous le seuil de pauvreté. Cette situation est inacceptable. Force Ouvrière revendique l'indexation des retraites et pensions sur l'évolution des salaires.

Les décisions en matière de réduction des déficits publics, la crise économique, financière et sociale qui perdure, les attaques contre la protection sociale collective et solidaire et les services publics qui se poursuivent, frappent lourdement le pouvoir d'achat des salaires, des retraites et pensions.

Pour prendre contact avec l'UDR FO:

Priorité aux salaires et aux retraites